

[Texte]

multi-million bail-out. But today, because of the Free Trade Agreement, it would be a subsidy.

Mr. Stein: The equity infusion was found to be countervailable.

Mrs. Campbell: Of course, four years later. The Americans are always going to find... A one-pound lobster is found to be countervailable.

Mr. Stein: The countervailable duties were applied before the free trade. They do not arise out of the Free Trade Agreement.

Mrs. Campbell: I realize that, but we did it anyway. The government took a decision that they were going to do that. They took a decision in 1977 that they were going to subsidize the northern cod to get our boats to go there. I do not see why we cannot as a government do it today. Forget the countervail. Let us eat fish here in Canada, the people who are hungry. Let us eat fish.

Mr. Stein: My answer to this—

Mrs. Campbell: I mean utilize that.

Mr. Stein: My answer to this would be that the objections to putting in place subsidies are not just limited to trade objections, that to put in place subsidies that continue unviable operations—

Mrs. Campbell: They are not unviable to the Russians, to the Japanese, to the Cubans, to the French, to the Portuguese or to anybody else.

Mr. McCreath: You are saying we should become communists too and operate on that system?

Mrs. Campbell: Oh, Peter, shut up! Excuse me, Peter, you have had your time and your government is doing absolutely nothing to help those people.

A voice: Nonsense.

Mrs. Campbell: Even John Buchanan is talking against it.

Le président: Monsieur Stein, je reviens au champ qui a été couvert par votre groupe. Étiez-vous au courant que Mark Resources était mandaté pour livrer de la morue du Nord à trois usines au Québec et que ceci a été coupé?

Mr. Laubstein: Mark Resources—the resource plan program is not cut off. It still has a quota. It is a consortium of maritime and Quebec-based plants. They have a reduced quota, as does everybody else, but it is still there. How the consortium conducts its business, I do not know. I do not hear of anybody being cut off. It is a business decision by the consortium, but they would still have the quota.

[Traduction]

l'époque qu'il menait une opération de renflouement de plusieurs millions de dollars. Toutefois, à l'heure actuelle, il s'agirait d'une subvention compte tenu de l'Accord de libre-échange.

M. Stein: On a déclaré que cette injection de capitaux faisait l'objet de droits compensatoires.

Mme Campbell: Bien entendu, quatre ans plus tard. Les Américains vont toujours trouver... Même un livre de homard doit faire l'objet de droits compensatoires.

M. Stein: Les droits compensatoires existaient avant le libre-échange. Ils ne découlent pas de l'Accord de libre-échange.

Mme Campbell: Je comprends, mais nous l'avons fait de toute façon. Le gouvernement a pris la décision d'agir ainsi. Il a pris la décision en 1977 de subventionner la morue du Nord pour inciter nos pêcheurs à pratiquer cette pêche. Je ne vois pas pourquoi le gouvernement ne peut pas faire la même chose aujourd'hui. Oubliez les droits compensatoires. Mangeons notre poisson ici, au Canada, où les gens ont faim. Mangeons du poisson.

M. Stein: Je répondrai à ceci...

Mme Campbell: Je veux dire qu'il faut avoir recours à ce système.

M. Stein: Je vous répondrai que les objections à l'établissement de subventions ne sont pas uniquement d'ordre commercial, mais si l'on instaure des subventions visant à soutenir les activités non rentables...

Mme Campbell: Elles semblent rentables pour les Soviétiques, les Japonais, les Cubains, les Français, les Portugais ou d'autres.

M. McCreath: Vous dites que nous devrions devenir communistes et appliquer le même régime?

Mme Campbell: Oh, Peter, la ferme! Veuillez m'excuser, mais vous avez déjà eu votre temps de parole et votre gouvernement ne fait rien pour aider ces personnes.

Une voix: Foutaises.

Mme Campbell: Même John Buchanan est contre.

The Chairman: Mr. Stein, I come back to the scope of the study that was undertaken by your group. Did you know that Mark Resources was mandated to deliver northern cod to three fish plants in Quebec and that the program was cut off?

M. Laubstein: Mark Resources—le programme de planification des ressources n'est pas supprimé. L'allocation est toujours en vigueur. Il s'agit d'un consortium d'usines implanté dans les Maritimes et au Québec. Les quotas ont été diminués, comme pour tout le monde, mais ils sont toujours en vigueur. Quant à savoir comment le groupe gère ses affaires, je n'en sais rien. À ma connaissance, rien n'a été supprimé. Il s'agit d'une décision commerciale prise par le consortium, mais il conserve son allocation.